



REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE
PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Elections Législatives des 5 et 12 mars 1967

Jean ROYER

Maire de Tours — Conseiller Général de Tours-Ouest

Candidat sans parti politique

SUPPLÉANT : **Jean-Paul CHASSAGNE**

Chef de groupe à la S.N.C.F. — 1^{er} Adjoint au Maire de Tours
Conseiller Général de Tours-Sud

Électrices, Électeurs,

Les élections législatives des 5 et 12 mars constitueront une excellente occasion d'améliorer l'œuvre des pouvoirs publics. A cette fin, trois objectifs essentiels doivent être atteints :

—> **EVITER UNE CRISE DE REGIME**, c'est-à-dire faire en sorte que la future assemblée ne s'oppose pas systématiquement à la personne et à la politique du Chef de l'Etat, élu par le peuple en décembre 1965.

—> **ASSURER UN MEILLEUR EQUILIBRE DES POUVOIRS PUBLICS GRACE A L'EFFICACITE ACCRUE DES TRAVAUX ET DE L'INFLUENCE PARLEMENTAIRES.**

—> **TRADUIRE PROGRESSIVEMENT DANS LES FAITS LES NECESSITES ADMISES PAR L'ENSEMBLE DE L'OPINION FRANÇAISE :**

- équipement, progrès matériel et moral de la Nation.
- volonté d'équilibre et de paix dans ses relations avec le monde.

Plus que jamais, le peuple doit choisir des hommes **libres, agissants, résolus**, aptes à bien servir leur région et l'intérêt supérieur de la France.

Je me présente à nouveau sans parti politique

Conformément à ce que j'avais promis en 1958 puis en 1962, je n'ai adhéré à aucun parti ni à aucun groupe de l'Assemblée ; j'ai refusé toute investiture quelle qu'elle soit. Plus que jamais, je reste et veux rester un homme libre.

—> **LIBRE D'EXAMINER** les problèmes posés par toutes les catégories sociales ou professionnelles, sans préjugés, sans idéologie, sans sectarisme.

—> **LIBRE DE JUGER** les hommes, les actes du gouvernement et du Chef de l'Etat, de contrôler l'action des ministres, sans tenir

compte des ordres des états-majors des partis ou des pressions des groupes d'intérêts.

C'est ainsi que de 1962 à 1967 :

- J'ai assisté ponctuellement à tous les débats importants de l'Assemblée et à l'ensemble des délibérations budgétaires ;
- J'ai posé plusieurs questions écrites, une question orale sans débat, deux questions orales avec débat et je suis intervenu une quinzaine de fois à la tribune.
- J'ai multiplié, sans relâche, les démarches favorables à Tours, à la Touraine et à la région Centre auprès de tous les ministres.

Par mes votes, **J'AI APPUYE** le gouvernement et le Général de Gaulle pour les aider à :

- Garder la direction politique de la France (décembre 1965).
- Equilibrer les budgets et maintenir la monnaie.
- Créer le fonds national de l'emploi, développer la formation professionnelle et établir le 5^e plan d'équipement.
- Réformer l'enseignement, et réaliser l'équipement sportif du pays.
- Ouvrir les voies du rapprochement avec l'Allemagne et les états de l'Europe centrale et orientale, facteur favorable à la détente et à la paix.

J'AI SUGGERE au gouvernement :

- Un desserrement plus énergique de Paris, l'organisation du bassin parisien, l'aménagement industriel et urbain de la vallée moyenne de la Loire.
- Un remaniement des impôts nationaux et locaux au bénéfice des communes.
- Un développement considérable de l'enseignement technique et supérieur et une meilleure formation des maîtres.

J'AI CRITIQUE d'une manière constructive :

- L'insuffisance de la revalorisation des bas salaires, notamment dans les entreprises nationales comme la S.N.C.F.
- L'insuffisance inquiétante de la politique du logement social. **Lors des débats du budget 1967, en ma qualité de rapporteur de la construction, j'ai efficacement contribué à faire financer par l'Etat 14 000 logements supplémentaires (4 000 primés et 10 000 H.L.M. en accession à la propriété).**
- Les insuffisances du plan de financement des nouveaux hôpitaux et du recrutement des infirmières.

JE ME SUIS OPPOSE :

- A la taxe sur les plus-values des valeurs foncières qui, sans faire baisser le prix des terrains a été finalement payée par les locataires et les propriétaires.
- A la nouvelle organisation des communautés urbaines.
- Au remaniement de la carte des régions militaires.
- A la loi sur le service militaire qui ne maintient plus l'égalité devant cette nécessité nationale.
- A la position du gouvernement hostile à une amnistie générale.
- A toute politique de faveur vis-à-vis de la Chine et à une attitude exclusivement anti-américaine pour préparer le règlement du conflit vietnamien.

Dans l'ensemble, j'ai librement soutenu l'activité réformatrice de la V^e République, mais sans jamais hésiter à dénoncer devant le gouvernement les lacunes de son action administrative et sociale et en l'incitant toujours, sans démagogie, à appliquer des solutions plus justes et plus humaines.

J'affirme aujourd'hui dans le même esprit que :

1° LE REGIME DE LA V^e REPUBLIQUE DOIT ETRE MAINTENU : IL A RENDU A LA FRANCE UN GOUVERNEMENT STABLE, DES FINANCES SAINES, UNE DIPLOMATIE INDEPENDANTE ET ACTIVE.

L'OPPOSITION SYSTEMATIQUE D'UN PARTI COMMUNISTE TOTALITAIRE ET DES PARTIS DE GAUCHE, COMME LE PARTI SOCIALISTE UNIFIE (P.S.U.), N'ABOUTIRAIT OBJECTIVEMENT A AUCUN PROGRAMME COMMUN ET SERIEUX DE GOUVERNEMENT ; LEUR COALITION ARTIFICIELLE ET SANS DOUTE EPHEMERE N'A EN FAIT QU'UN SEUL OBJET DANS L'IMMEDIAT : ECARTER DE LA DIRECTION DE LA FRANCE LE CHEF DE L'ETAT ET LE

PERSONNEL POLITIQUE QU'IL A DESIGNE. OR, LE POUVOIR NE S'OCCUPE PAS, IL S'EXERCE.

2° EN REVANCHE, LE REGIME ACTUEL DOIT ASSOUPPLIR SON ORGANISATION ADMINISTRATIVE, HUMANISER SES METHODES, ACCENTUER SON EFFORT ECONOMIQUE ET SOCIAL QUI CONSTITUE L'ESSENTIEL DES FAIBLESSES DE SON ACTION.

Le nouveau parlement devra donc étendre et approfondir son contrôle, utiliser à fond toutes ses possibilités d'initiative et d'incitation, dominer ses vieilles divisions et travailler d'un seul et même cœur pour la France.

Je me présente donc à nouveau pour agir

Je propose :

1 - Dans le domaine de la politique intérieure

A. - A l'échelon local : La politique d'équipement en cités neuves, zones industrielles, établissements scolaires, installations sportives et culturelles, rocade, autoroute, réseau téléphonique, doit être appliquée et étendue sans relâche en fonction des besoins de la population. Doivent être atteints à tout prix, notamment :

—> L'aménagement du Cher et la construction de 18 000 logements (dont 80 % sociaux), en 15 ans.

—> L'implantation d'usines variées sur les zones de Tours-Saint-Symphorien, Saint-Pierre-des-Corps et Joué-lès-Tours.

—> La déviation autoroutière de l'axe Paris-Bordeaux.

—> La création d'une université à part entière et la fondation d'un hôpital universitaire moderne.

B. - A l'échelon national :

a) Une refonte des méthodes de travail de l'Assemblée, l'élaboration et le contrôle effectif et rigoureux des budgets par les représentants de la nation, la création d'une véritable cour suprême de justice et d'arbitrage.

b) Une décentralisation réelle au niveau de la région et du département des grands services administratifs ; la lutte énergique contre une conception trop technocratique de l'administration qu'il faut rendre plus souple et plus humaine.

c) UN DEVELOPPEMENT CONTINUE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE :

—> Par la recherche scientifique, d'ailleurs en bonne voie de développement.

—> Par des investissements publics et privés plus larges et bénéficiant au besoin d'avantages fiscaux.

—> Par l'accroissement des débouchés agricoles et industriels dans le Marché Commun, l'accroissement continu de nos exportations vers tous les pays d'Europe.

—> Par la relance effective de la construction qui entraînera largement les autres activités productives.

—> Par une vigoureuse impulsion en faveur de programmes plus ambitieux de réseaux téléphoniques et d'autoroutes.

d) UN AFFERMISSEMENT DU PROGRES SOCIAL ET MORAL :

—> Par des moyens matériels et financiers plus efficaces de reclassement des ouvriers et des cadres lors des licenciements et des concentrations d'usines.

—> Par un relèvement plus substantiel des bas salaires en fonction directe de l'activité économique et un intéressement des salariés et des cadres aux résultats de la productivité.

—> Par une refonte de l'allocation-logement.

—> Par un effort massif et continu de construction de logements (500 000 par an, dont 300 000 logécos et H.L.M. accessibles à toutes les bourses et, notamment, en accession à la propriété populaire dont l'expérience à Tours s'avère encourageante).

—> Par un effort persévérant de constructions scolaires, la formation mieux adaptée des maîtres, une volonté efficace d'assurer le plus tôt possible l'orientation et la formation professionnelle des jeunes afin de leur éviter l'oisiveté et le chômage, par l'aide à l'enfance inadaptée.

—> Par une aide plus large aux vieillards (refonte des retraites, construction de logements, multiplication des foyers), aux veuves et aux orphelins et le respect des droits moraux et matériels des Anciens Combattants.

—> Par le contrôle plus sévère des films, des revues, des lieux de réunion de la jeunesse, une incitation continue aux sports, l'enrichissement de l'expression des arts afin d'élever le niveau moral et spirituel de nos populations, seul garant solide du civisme et de l'unité nationale.

e) Une politique de rigueur financière :

—> Par le maintien d'une monnaie solide et une incitation permanente à l'épargne.

—> Par une simplification de la fiscalité et une plus juste répartition de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

—> Par la lutte contre toutes les formes de gaspillage ou de spéculation, notamment la spéculation sur les terrains, grâce à la formation de réserves foncières communales, financées à moyen et long terme.

f) Une politique de réconciliation nationale.

Les rapatriés qui ont beaucoup perdu et moralement souffert ont droit à réparation et indemnisation progressives.

Après les nombreuses mesures de grâce qui ont suivi le dénouement du drame algérien, l'heure est à l'oubli, aux rapprochements sincères, DONC A L'AMNISTIE QUI SOUDE ET PERPETUE L'UNITE NATIONALE.

2 - Dans le domaine de la politique extérieure

Je pense que la France doit pratiquer une politique d'équilibre entre les influences économiques, militaires, idéologiques des trois empires qui se partagent pratiquement la puissance mondiale : les Etats-Unis, la Russie soviétique et la Chine.

—> Par l'indépendance dans l'élaboration de notre diplomatie et la mise en place de nos moyens de défense classiques et nucléaires.

—> Par l'organisation progressive de l'Europe, c'est-à-dire :

• La formation de plus en plus poussée de l'Europe de l'ouest (marché commun des capitaux, uniformisation progressive des régimes fiscaux et sociaux, politique commune des transports, consultations périodiques et actions communes des ministres et des chefs d'Etat, échanges de jeunes et de travailleurs, apprentissage accéléré et efficace des langues étrangères).

• L'ouverture de relations nouvelles avec les peuples d'au-delà du rideau de fer, relations dont les régimes communistes n'ont pas effacé les caractères de compréhension et de sympathie et qui devront aider à résoudre le problème de la réunification de l'Allemagne.

TOUTE LA NATION, DONT LES CLASSES DOIVENT ETRE RAPPROCHEES, DOIT TRAVAILLER DANS L'ORDRE, LA DISCIPLINE ET LA JUSTICE AVEC LA VOLONTE DE RESPECTER LES HOMMES, DE LES ACCUEILLIR, D'AIDER NOTAMMENT LES PLUS MODESTES ET LES PLUS FAIBLES.

POUR MA PART, EN DEPIT DE RUDES DIFFICULTES, VOUS SAVEZ QUE JE CONSACRE REELLEMENT ET RESOLUMENT TOUS MES EFFORTS ET TOUTES MES FORCES A L'ACCOMPLISSEMENT D'UN TEL IDEAL.

TOURANGELLES, TOURANGEAUX, JE VOUS DEMANDE DE ME CROIRE ET DE M'ENCOURAGER EN ME JUGEANT SELON MES ACTES. JE PENSE ETRE TOUJOURS DIGNE DE VOTRE CONFIANCE.

VIVE LA REPUBLIQUE, VIVE LA FRANCE.

—> Par l'amélioration de nos rapports avec les Etats-Unis d'Amérique, grâce à un effort de compréhension mutuelle :

• L'Amérique admettant et soutenant les efforts de réorganisation de l'Europe moins menacée par la guerre froide.

• La France, comme l'Europe de l'ouest, restant dans l'Alliance Atlantique, afin d'équilibrer en tout état de cause, la pesée de la puissance soviétique sur l'Europe centrale et orientale.

—> Par la fermeté face aux inadmissibles prétentions de la Chine que nous devons, certes, reconnaître en fonction de son travail et de sa puissance, mais dont les visées de domination et les menaces de guerre doivent être surveillées et contenues grâce à une vigilance commune des Etats-Unis, de la Russie et de l'Europe.

Notre pays se doit de participer à toutes les conférences internationales et y préparer tous les rapprochements possibles entre les trois empires, tout en aidant les peuples affamés ou sous-développés — qui doivent d'ailleurs s'aider aussi eux-mêmes — par nos surplus agricoles et la formation en France d'une élite de pionniers.